

p.B.58.2.-Espagne
p.B.58.04.

MKG/ham

Le 6 décembre 1976

Note au Chef du Département

L'Espagne post-franquiste

La mise en place des mécanismes démocratiques progresse normalement en Espagne.

Un an après la mort de Franco, une étape importante dans le démantèlement du dispositif légué par ce dernier a été franchie avec l'approbation, par les Cortès, du projet de réforme politique élaboré par le gouvernement Suarez, qui prévoit l'élection au suffrage universel, l'an prochain, d'un sénat et d'un congrès des députés.

Le processus de démocratisation paraît désormais irréversible. L'on peut escompter qu'une large majorité d'Espagnols se déclareront en faveur du projet gouvernemental à l'occasion du prochain référendum (dont la date a été fixée au 15 décembre), et que l'Espagne sera, d'ici la fin de 1977, dotée d'institutions susceptibles de faciliter son intégration au reste de l'Europe.

La très confortable majorité avec laquelle le projet de réforme a été entériné par les "procuradores" (425 oui, 59 non) constitue un succès personnel pour le roi Juan Carlos et pour son premier ministre, dont la portée ne se trouve pas nécessairement réduite par les modifications apportées en dernière minute au projet afin d'emporter l'adhésion de l'Alliance populaire, c'est-à-dire de la droite modérée (aménagement du système proportionnel pour les élections à la Chambre basse de nature à favoriser les provinces agricoles peu peuplées). Dans la mesure où elles tendent non seulement à privilégier les zones rurales plus conservatrices mais aussi à exclure les petits partis, ces dispositions favorisent un regroupement des innombrables formations politiques de gauche, qui seul pourrait per-



mettre à cette dernière de faire contrepoids à une droite déjà bien organisée, et pourraient ainsi contribuer à clarifier et équilibrer les données politiques.

Même si le ralliement des "procuradores" récalcitrants n'a pu être acquis qu'au prix de concessions (apparentes) et en faisant appel à leur sens de l'opportunisme (un grand nombre d'entre eux détiennent en même temps dans l'administration des charges rémunératrices, dont le gouvernement peut, à son gré, les priver) et non à la suite d'un ralliement d'opinion de leur part, l'adhésion - volontaire ou non - des Cortès au projet de réforme et l'appui donné par l'armée à la politique de réforme dans la continuité menée par le gouvernement espagnol, sur indication du roi Juan Carlos, rapprochant en outre ce dernier de son objectif de réconciliation nationale.

L'on constate enfin, à l'issue du débat aux Cortès, que le gouvernement a élargi la base de son action, réussissant à diviser à la fois la droite (seuls les "ultras" ont voté contre le projet de réforme) et la gauche (l'opposition modérée - libéraux, démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates -, favorablement impressionnée par le dynamisme du gouvernement Suarez, a décidé de participer au référendum et aux élections, que seuls les deux partis socialistes, les communistes et l'extrême gauche menacent de boycotter). L'issue favorable de ce débat favorise le maintien du climat politique étonnamment stable (si l'on considère l'anarchisme instinctif des Espagnols, et la tendance toujours latente à la polarisation) qui a régné en Espagne depuis la mort de Franco.

Mais si la dynamique croissante de la réforme renforce la position du roi et du gouvernement face à l'opposition, de droite et de gauche, cette position reste en même temps très vulnérable sous l'angle économique et social. L'Espagne n'est pas encore sortie du marasme économique, et les problèmes non résolus de la régionalisation et de l'instauration d'un dialogue efficace entre entreprises et travailleurs pèsent sur son avenir. Etant donné l'emprise des communistes sur le mouvement ouvrier, l'on ne doit pas non plus sous-estimer les risques - économiques, sous l'angle de la reprise, et

politiques, sous l'angle de la démocratisation - découlant de l'ostracisme dans lequel le gouvernement s'efforce de les maintenir.

D'où l'importance des contacts que le premier ministre Suarez vient de renouer avec l'opposition de gauche, pour la dissuader, tout d'abord, de boycotter le prochain référendum. Cela devrait lui être assez facile. Etant donné le large courant d'opinion portant l'Espagne, depuis plusieurs mois, vers une réforme démocratique, l'opposition a intérêt à ne pas se prononcer trop nettement en faveur de l'abstention pour ne pas risquer de se voir désavouée par les résultats de cette consultation, ce qui ternirait son image en vue des prochaines élections législatives.

Il paraît à première vue plus difficile, par contre, que le chef du gouvernement espagnol s'entende avec l'opposition sur les "garanties démocratiques" dont les dites élections devraient s'assortir, selon cette dernière, à commencer par celle d'une libre participation communiste. Cet obstacle pourrait toutefois être contourné si l'opposition, qui ne cherche de toute façon pas l'affrontement comme on a pu le voir ces derniers mois, se laissait convaincre d'attendre qu'un gouvernement futur, issu par exemple de ces élections, soit en mesure de lever le "veto communiste" sans pour autant que cela n'amène les militaires à intervenir.

Secrétariat politique

J. Cuendet

Copie à: - M. l'Ambassadeur A. Weitnauer
- M. Greber
- M. Cuendet
- M. Nordmann
- M. l'Ambassadeur A. Hegner
- M. l'Ambassadeur J. Iselin